petites entreprises².

Depuis 1973, le Chili a sensiblement amélioré sa performance macro-économique. Les mesures de contrôle des capitaux ne semblent pas avoir été un instrument important de la réussite économique du Chili. La performance réussie du Chili est généralement attribuable à une politique macro-économique prudente et cohérente et à une vaste gamme de réformes structurelles. Par conséquent, la réussite et la stabilité financières du Chili ne peuvent être attribuées en exclusivité aux restrictions frappant les entrées de capitaux, comme certains commentateurs chiliens le donnent à penser.

Somme toute, à la lumière de la théorie et des cas observés, spécialement de celui du Chili, nous en venons ici à la conclusion que les réserves obligatoires et les restrictions frappant le rapatriement imposent un fardeau inutile aux investisseurs, sans nécessairement produire une sensible réduction de l'activité spéculative. Au mieux, les avantages des mesures de contrôle des capitaux sont incertains. Par ailleurs, les mesures de contrôle des capitaux compromettent les gains économiques attendus de la libéralisation du commerce et des investissements dans le pays hôte. Ainsi, les auteurs du présent document estiment que les partenaires potentiels de l'ALENA, qui réglementent actuellement les mouvements de capitaux, devraient être disposés à réformer leurs politiques en matière d'investissements étrangers et à se conformer aux normes de l'ALENA.

² Mme Maria Elena Ovalle, directrice de la Banque centrale du Chili, a déclaré qu'elle était favorable à l'élimination de l'encaje obligatoire. Le 24 novembre 1995, à l'occasion d'une conférence de presse faisant suite à l'approbation par le Sénat de sa nomination à la Banque, Mme Ovalle a déclaré que l'encaje « misait aux petites et aux moyennes entreprises et restreignait les investissements ». Mme Ovalle a ajouté ensuite qu'« un élargissement du marché financier était nécessaire, élargissement qui couvrirait davantage les particuliers et les entreprises ». Source : Internet, http://www.copesa.cl/DE/1995/11_30/economia.html.